



REPUBLIQUE DU TCHAD

=====
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

=====
PRIMATURE

=====
**MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE
ET DE LA DECENTRALISATION**

=====
REGION DU MOYEN CHARI

=====
DEPARTEMENT DU LAC IRO

=====
SOUS PREFECTURE DE KYABE

=====
CANTON KYABE

PLAN DE DEVELOPPEMENT DU CANTON KYABE

Août 2014-Juillet 2018

Version définitive

Réalisé par l'**Association de Développement du Canton Kyabé** avec l'Appui-Conseils-
Accompagnement du **RESAP/MC** et ses partenaires APIDO, APAOR, APDI, EFORMA dans le cadre du
« Projet d'Appui aux Initiatives Locales de Développement Durable dans le Moyen Chari », PAILDMC
Contrat FED/2012/301-969 (PADL-GRN ; FED/2009/021-320)

Coopération TCHAD – UNION EUROPEENNE

Août 2014

LISTE DES ABREVIATIONS ET DEFINITION DES CONCEPTS

PDL : Plan de Développement Local

PDC : Plan de Développement du Canton

CDC : Comité de Développement Cantonal

ODV : Organisation du Développement du Village

ADC : Association du Développement Cantonal

CDA : Comité Départemental d'Action

AV : Association Villageoise

CEC : Caisse d'Epargne et de Crédits

PND : Plan National de Développement

CCCD : Cadre de Concertation Cantonale de Développement

CCD : Comité de Développement Cantonal

Territoire : espace géographique connu où les habitants ont une histoire commune.

Acteurs locaux : représentants de la population qui assurent des fonctions spécifiques

Vision de développement : elle traduit un état futur souhaité d'un territoire.

Objectif : un objectif est ce que l'on se propose d'atteindre à travers des actions.

Développement local : processus de progrès engagé au niveau d'un territoire donné par la volonté commune des acteurs locaux visant des objectifs définis.

Planification locale : organisation des actions et des moyens (financiers, humains, matériels) à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs de développement d'un territoire.

Plan de Développement Local: document dans lequel sont indiqués les objectifs de développement du territoire, les actions et les moyens à mettre en œuvre.

Axes de développement : préoccupations majeures exprimées par la population en termes d'objectifs développement.

Démarche participative : la planification locale exige la participation des représentants de toutes les couches sociales de la population concernée.

Stratégie : c'est l'ensemble des conditions et des mesures à prendre en compte pour mettre en œuvre les actions prévues dans le PDL en vue d'atteindre les objectifs fixés.

Schéma du territoire (ST) : image du territoire telle qu'elle se présente sur une carte.

Schéma d'aménagement du territoire (SAT) : représentation du territoire sous forme de projection, de changement positif programmé.

Genre : fait référence aux différences socialement construites entre hommes et femmes et à la manière dont elles déterminent les fonctions de chacun.

Indicateur : mesure des objectifs atteints par l'exécution des activités

Approche : manière d'aborder un sujet, un travail, un projet

Bénéficiaires : personnes, groupes ou organisations qui profitent de l'avantage d'une action, d'un projet de développement.

Communauté : groupe de personnes vivant dans un même territoire

Diagnostic : analyse de la situation, des évolutions, des atouts et des principaux problèmes d'un territoire et détermination de solutions réalistes

Dispositif : ensemble organisé de méthodes, de procédures et de moyens pour agir

Faune : totalité des animaux habitant un espace donné

Flore : ensemble des plantes d'une région

Norme : limite supérieure à ne pas dépasser ou limite inférieure à respecter.

Planification : définition d'objectifs et organisation des actions et moyens nécessaires pour les atteindre.

TABLE DES MATIERES

Liste des Abréviations et définition des concepts

Table des matières

Introduction

Démarche méthodologique

Présentation du PADLGRN et du PAILDMC

I- Généralités du canton

I.1 Caractéristiques physiques

I.1.1 Localisation géographique

I.1.2 Caractéristiques physiques

I.2 Milieu humain

I.2.1 Historique du canton

I.2.2 Démographie

I.2.3 Organisations paysannes

I.3 Activités économiques

I.3.1 Agriculture

I.3.2 Élevage

I.3.3 Pêche

I.3.4 Commerce

I.3.5 Artisanat

II- Diagnostic participatif du canton et options de développement par domaine

2.1 Le domaine Agriculture - Elevage - Pêche

2.1.1 Résultats du diagnostic

2.1.2 Les axes prioritaires de développement

2.2 Le domaine Environnement - Gestion des Ressources Naturelles - Tourisme

2.2.1 Résultats du diagnostic

2.2.2 Les axes prioritaires de développement

2.3 Le domaine Santé - Assainissement

2.3.1 Résultats du diagnostic

2.3.2 Les axes prioritaires de développement

2.4. Le domaine Economie

2.4.1 Résultats du diagnostic

2.4.2 Les axes prioritaires de développement

2.5. Le domaine Education – Culture – Jeunesse - Sport

2.5.1 Résultats du diagnostic

2.5.2 Les axes prioritaires de développement

2.6. Le domaine Affaires sociale - Genre

2.6.1 Résultats du diagnostic

2.6.2 Les axes prioritaires de développement

2.7. Le domaine Gouvernance – paix - sécurité

2.7.1 Résultats du diagnostic

2.7.2 Les axes prioritaires de développement

III- Sommaire des grands axes de développement des différents domaines

IV- Projets de développement sur la durée du plan

V- Mécanisme de la mise en œuvre, de pilotage et de suivi du programme d'actions

Conclusion

Annexes

INTRODUCTION

Le Tchad est l'un des pays les plus pauvres de la planète. C'est pourquoi il a inscrit dans sa politique sociale, la réduction de la pauvreté à travers le Plan National de Développement en lien avec le processus de la décentralisation.

En effet le processus de décentralisation en cours au Tchad s'inscrit dans la perspective d'une participation active de la population au développement durable.

Cette approche qui consiste à aider la population à sortir de la pauvreté s'appuie sur le savoir faire de la population elle-même.

Face au contexte d'extrême pauvreté due principalement à la faiblesse des principaux secteurs de production, à la mauvaise gestion des ressources naturelles, l'insécurité alimentaire structurelle, la faiblesse des initiatives locales concertées de développement et une insuffisante organisation et structuration des populations qui ne parvient pas à se mobiliser et à se concerter pour mener des actions pouvant s'inscrire dans un plan de développement en vue d'améliorer leurs conditions de vie, le RESAPMC et ses partenaires dont APIDO, APAOR, APDI et EFORMA ont suggéré d'accompagner une prise de conscience des communautés locales par rapport à la place qu'elles devraient occuper dans un processus démocratique et du rôle qu'elles devraient jouer dans le processus de développement durable.

La base du travail a consisté à organiser des diagnostics participatifs dans le but d'identifier et de prioriser les problèmes en vue de rechercher les solutions possibles. Notre stratégie a consisté principalement à l'implication des différents acteurs de développement et des services déconcentrés, et d'autres acteurs comme les religieux, les nomades, les jeunes, les femmes, les commerçants, les chefs de services déconcentrés de l'Etat,...

Le diagnostic a traité des différents domaines dont l'agriculture, l'Elevage, la Santé, l'Education, la Gestion des Ressources naturelles, le Commerce, le Sport et Loisirs, la promotion du genre.

Ainsi l'objectif de notre PDL est de mettre en œuvre les actions prioritairement énumérées dans les tableaux de priorisation et de voir les possibilités auxquelles, nous acteurs locaux, pouvons nous mobiliser pour faciliter leur réalisation d'une part, et d'autre part, de permettre à la communauté cible que nous sommes, de prendre le destin du canton en main, d'identifier ou de rechercher les financements afin que les différents soucis majeurs soient corrigés de façon commune et permettant surtout un développement durable proportionnellement à la gestion rationnelle des ressources locales et / ou naturelles.

Les éléments clés de notre PDL sont basés sur l'implication de toutes les couches socio traditionnelles locales et administratives et l'approche participative à travers les activités pratiques réalisées lors du processus d'élaboration dudit PDL. Parmi ces activités, nous pouvons rappeler à titre d'exemples, les journées d'information et de sensibilisation dans les villages aboutissant à la mise en place des structures locales qui sont l'ADC (Association de Développement du Canton) et l'ODV (Organisation de Développement du Village), la réalisation et la validation du diagnostic participatif, l'identification des

grandes orientations et la définition des grands axes de développement du canton durant la durée du PDL. La planification locale quant à elle, nous a permis de situer dans le temps et dans l'espace l'ensemble des projets retenus ainsi que leur cout de réalisation afin qu'un engagement idéal puisse être dégagé et ce en rapport avec l'attente des bénéficiaires.

Les commissions thématiques ont pu approfondir certains points requérant un degré de réflexion et de prise de décision dépassant le cadre du village. Le plan de développement a été validé au niveau cantonal

Il a été présenté et soutenu par les membres de l'ADC devant le Comité Départemental d'Action qui, après avoir fait des amendements et des recommandations pour sa validation.

L'élaboration du plan de développement s'est fait dans le chef lieu de canton avec l'appui des animateurs locaux et la participation des représentants des villages (au moins 3 par village). Pendant les ateliers, ces animateurs ont animé des séances et réunions pour nous permettre de dégager les principaux problèmes, les solutions, et les idées de micros projets suivant une typologie permettant les actions/ micro- projets et la rédaction du PDL cantonal.

L'ensemble des actions retenues reflète une certaine vision voulue en matière de développement local du canton à l'horizon de 2018. Il s'agit d'un outil de référence et qui est susceptible d'être adapté suivant les priorités et les ressources disponibles de manière à répondre aux priorités définies dans le cadre des objectifs et de la stratégie de développement local du canton.

L'ossature du PDL se présente comme suit :

- Généralités du canton
- Diagnostic participatif du canton
- Grands axes de développement par domaine
- Projets de développement par domaine du plan
- Mécanisme de mise en œuvre, de pilotage et de suivi

DEMARCHE METHODOLOGIQUE

La démarche méthodologique a été basée sur la sensibilisation, la conscientisation et la mise en place de l'Association de Développement Cantonale (ADC) pour déclencher une stratégie locale de développement dans le canton Kyabé.

Cette démarche a abordé les aspects suivants :

1. campagne de sensibilisation des acteurs locaux

Le processus d'élaboration du plan de développement local a commencé par une campagne de sensibilisation des acteurs locaux. Pour ce faire une mission de sensibilisation a parcouru tous les villages concernés. Cela pour s'assurer de la participation de tous les principaux acteurs au processus de d'élaboration du Plan de Développement Cantonal, il a été indispensable que les responsables cantonaux se dotent d'un système de communication, d'information et de concertation efficace car l'information est un moyen essentiel pour amorcer la démarche sur des bases saines en fonction d'objectifs que se fixe le canton. La réussite de la démarche dépend de la qualité des informations données. Une attention particulière a été accordée à la préparation de chaque étape pour lever dès le départ les ambiguïtés et les mauvaises interprétations.

2. Mise en place de l'Association de Développement Cantonal (ADC)

Les séances de partages d'information et d'échanges ont suscité la prise de conscience des acteurs locaux qui se sont engagés à mettre en place un cadre de concertation et d'autogestion au niveau cantonal. Il s'agit des organisations de développement des villages (ODV) membre de l'ADC. Ces espaces de dialogue agiront pour déclencher et mettre en œuvre un plan local de développement durable dans le canton.

3. Du processus de diagnostic participatif et de planification

Le plan de développement local du canton de Kyabé a été élaboré suivant une démarche participative et en quatre étapes principales suivant un processus ascendant en partant des villages et grappes de villages jusqu'au niveau de l'atelier cantonal de diagnostic participatif et de planification.

La conduite des diagnostics villageois s'est faite en interne d'abord avec les membres de l'ADC et les animateurs bénévoles recrutés dans chaque village en utilisant des outils simples telles que les grilles de collecte des données. Une journée a permis d'harmoniser le diagnostic de base au niveau cantonal.

L'atelier cantonal de diagnostic participatif a réuni l'ensemble des acteurs et intervenants du développement cantonal dans l'objectif d'harmoniser et de valoriser les résultats des diagnostics effectués à l'échelle villageoise. Les groupes thématiques constitués ont pu approfondir certains points requérant un degré de réflexion et de prise de décision dépassant le cadre du village. Pendant 3 jours les participants ont diagnostiqué les maux qui minent le développement du canton et proposer en même temps des orientations stratégiques pouvant sortir le canton de l'ornière de la pauvreté.

Les séances d'animation ont été accompagnées des échanges et des débats publics avec les participants. Elles ont été centrées sur les opportunités qu'offre le processus de décentralisation au Tchad en cours comme cadre institutionnel idéal favorable à une gestion rationnelle des ressources locales et donc de développement local.

Un atelier cantonal a permis d'amender et de valider le diagnostic participatif et élaborer le plan sur cette base. Le plan de développement a été examiné, amendé et validé au niveau cantonal.

PRESENTATION DU PADLGRN ET DU PAIDLMC

Le Programme d'Appui au Développement Local et à la Gestion des Ressources Naturelles (PADL/GRN) est financé sur le 10^{ème} FED à hauteur de 27 millions d'euros. La maîtrise d'ouvrage du programme est assurée par l'Ordonnateur National du FED (ON). Le Ministère de l'Economie et du Plan, à travers son Secrétariat Général, en assure la maîtrise d'œuvre.

Le PADL-GRN constitue le passage à l'échelle de 7 à 13 régions de l'expérience développée à travers la mise en œuvre du Programme d'Appui Structurant des Initiatives Locales de Développement (PASILD), en capitalisant les expériences des projets FED antérieurs (ADER, PMR, CURESS..), des projets de la coopération allemande (PRODALKA, PRODABO) et de la Banque Mondiale (PROADEL).

Le PADL-GRN vise spécifiquement le renforcement des dynamiques participatives de développement local et de gestion des ressources naturelles en se basant sur trois grands axes d'intervention :

1. Le renforcement des capacités institutionnelles centrales et territoriales ;
2. La planification participative et la gestion concertée des terroirs ;
3. L'appui à la mise en œuvre de réalisations sociales et économiques.

Dans le cadre des activités liées à l'axe d'intervention 3, une des priorités est la consolidation du processus d'appui à la gouvernance locale enclenché par les programmes d'appui au développement local, notamment le PASILD et les autres programmes intervenus dans le passé dans les régions couvertes par le PADL-GRN.

Son objectif global est d'améliorer les conditions de vie et la sécurité alimentaire des populations rurales

De manière spécifique il s'agit de renforcer les dynamiques participatives de développement local et de GRN

Les populations bénéficiaires ; essentiellement des groupes vulnérables, en particulier les femmes sont estimées à 70% de la population rurale des 13 régions (environ 3. 000.000 habitants, soit 1/3 de la population du pays)

L'approche stratégique est de :

- Soutenir directement les populations;
- Soutenir les acteurs bien organisés qui sont en mesure de participer au cofinancement des actions (au moins 10% du budget total de la subvention doit être apporté par le demandeur);
- Soutenir des mesures visant à renforcer la coordination et les interactions entre les parties prenantes et les institutions;
- Soutenir le droit d'initiative des acteurs intéressés, en subsidiarité avec les projets nationaux, en cofinçant leurs «propres initiatives» et non en définissant en détail les activités qu'ils doivent soutenir en tant que «partenaires d'exécution».

Saisissant cette opportunité le RESAPMC et ses partenaires dont APIDO, APAOR, EFORMA et APDI ont proposé le Projet d'Appui aux Initiatives Locales de Développement durable dans le Moyen Chari (PAIDLMC) afin de contribuer à améliorer la gestion des ressources naturelles et assurer la sécurité alimentaire des

populations de la région du Moyen chari à travers le renforcement des dynamiques locales

Spécifiquement le PAILDMC a appuyé la mise en place des cadres de concertation et renforcer leurs capacités en vue de formuler les conditions de développement durable des IIcantons dans le Moyen chari dont Korbol, Moussafoyo, Kyabé, Balé, Ganga, Makoubou, Begoula, Maro, Bendana, Moussoro et Djeke-Djeké.

Les groupes cibles sont les **acteurs locaux** des IIcantons dans le Moyen chari, composées d'organisations communautaires, des services techniques, des autorités locales et chefs traditionnels ; soit total 658 personnes dont 135 femmes

L'ensemble des populations des II cantons dans le Moyen chari, les plus vulnérables estimées à 159 416 personnes dont 74 687 femmes constituent les bénéficiaires de ce projet.

I. GENERALITES DU CANTON

I.I CARACTERISTIQUES PHYSIQUES

I.I.I Localisation géographique

Le canton de Kyabé, composé de quelques 13 villages de tailles différentes est limité au Nord par le canton Balé, à l'Ouest et au Nord-Ouest par la Sous-préfecture de Dindjébo à l'Est et au Sud- Est par le canton Koskobo et au Sud par le canton Ndjokou, dans la Sous-préfecture de Ngondéi.

SCHEMA DU TERRITOIRE CANTON KYABE



Légende

- | | |
|-------------------------------|----------------------|
| ■ = chef lieu de canton Kyabe | 🌳 = plaine |
| ● = village | 🌊 = marais mangot |
| ▬ = route nationale | 🏠 = terre pauvre |
| — = piste | 🏠 = Eglise en dur |
| - - - = frontières Cantonale | 🏠 = Eglise en brique |
| — = cours d'eau | ✝ = Eglise |
| 🏠 = Remparts | 🕌 = Mosquée |
| 🏠 = ferric | 📍 = Centre de santé |
| 🌳 = forêt | 🏠 = terre forte |
| | 📍 = forage |
| | 🌳 = pâturage |

I.1.2 Caractéristiques physiques

I.1.2.1. Le climat

Le canton Kyabé a un climat tropical semi- humide à deux saisons : la saison sèche de novembre à Avril et la saison pluvieuse de Mai à octobre. Les températures varient entre 22°C et 29°C. Les précipitations se situent entre 800 à 1300mm de pluie avec une mauvaise répartition d'une année à l'autre.

I.1.2.2. Le relief

Le canton Kyabé est situé dans une vaste zone de plaines exondées au Nord et inondable dans la partie Sud. Les plaines boisées Nord du canton ont des sols d'aspects rougeables, ferralliques assez fertiles entre temps.

De nos jours, on assiste à une dégradation accélérée de ces sols soit par actions climatiques soit par actions humaines.

Que faire devant cette situation dégradante de l'environnement ?

Pour pallier à ce problème, il faut mener des actions de protection de l'environnement :

- 1) En sensibilisant la population ;
- 2) En conseillant la jachère
- 3) En implantant les acacia-albida en nombre suffisant.

I.1.2.3. L'hydrographie

Le régime hydrographique n'est constitué d'une courte partie du fleuve, le Barh- Keita, qui fait la limite naturelle avec le canton, Ndjokou. Près d'une dizaine des mares ou marigots sont aussi gérés par le canton.

Les mares que nous trouvons dans le canton sont :

Kembré, Gougôh, Mignahaté, Kimané- Mono, Hakagah, Kadogo, Bombo, Kimané-Kôh, Kibouta, Djokah, Tangam-koh, Tangam-Kaba, Ha-ala, Taga, Tambouh.

I.1.2.4. Végétation

Entre temps, le canton est constitué d'une forêt claire contenant des arbres qui sont à une hauteur variant entre 15 à 22 mètres. Les espèces existantes sont entre autres: Karité, tamarinier, néré, acacia, albida qui est les plus dominants. Mais de nos jours, ces grands arbres tendent à disparaître à cause des cultures sur brûlis, coupe abusive des arbres, feu de brousse etc.

Il faut préparer l'esprit de la population pour la restauration des forêts.

1.1.2.5. Faune

Par le passé, le canton regorgeait beaucoup d'animaux qui sont entre autres les éléphants, les lions, les phacochères, les panthères, les girafes, les zèbres, les buffles, l'antilope, cheval etc. Mais de nos jours, on assiste à la disparition de ces animaux. Cela est dû aux nombres très élevé des braconniers dans la localité. Pour trouver une solution à ce problème, il faut faire la restauration des forêts, protéger la forêt, créer également les comités pour le suivi régulier.

1.1.2.6. Sols

Nous distinguons deux types de sol dans le canton :

- ✓ Les sols ferrugineux ou ferrallitiques contenant de l'oxyde de fer généralement de couleur jaunâtre.
- ✓ Les sols hydro morphes sur matériaux argileux, argilo- limoneux, limono-sableux dans les bassins sédimentaires et de couleur noire, brune et grise suivant l'abondance et la saturation en argile.

Pour palier à ce problème, il faut mener des actions de protection de l'environnement :

- ✓ En sensibilisant la population ;
- ✓ En conseillant la jachère ;
- ✓ En implantant les acacia-albida en nombre suffisant ;
- ✓ En utilisant les engrais organiques ;
- ✓ En créant des couloirs de transhumances
- ✓ En formant des groupes de défense de l'environnement.

1.1.2.7. Mines

Il faut comprendre que le canton regorge des carrières propices à la construction des routes. Cependant, l'étude des sous-sols ne sont pas encore faite alors nous espérons soit faite pour permettre au canton de développer.

1.2 MILIEU HUMAIN

1.2.1 Historique du canton

Avant, le chef de canton s'appelait KOKE. Quand ce dernier était décédé, un Monsieur du nom DOUMAI, le 1^{er} surveillant qui assurait l'intérim mais malheureusement pour lui, il avait tué une femme en grossesse et cela a occasionné son départ. Après son départ, GANDA KABO a été désigné 1^{er} chef de Canton de Kyabé.

A la mort de son oncle Djako-kossi le chef de Canton de Balé Ganda-kabo a été muté à Balé pour assurer l'intérim jusqu'à la maturité des enfants de Djako-kossi. Après quand les enfants ont grandi, d'abord Ganda-kabo a cédé sa place à WAGA ballé le premier fils de djako-kossi. Il est revenu à Kyabé pour reprendre sa place en 1937, et en suite il a été nommé le premier chef de groupe de Sara-kaba.

A sa mort Djabou-Ganda-kabo, son neveu prend la chefferie en attendant la maturité de ses enfants.

Djabou-ganda a régné (34ans) et est décédé le 02/09/1988.

1.2.2 Démographie

Au départ, le canton n'avait seulement qu'une seule ethnie qui est Sara-Kaba Nah. Mais de nos jours, viennent s'ajouter d'autres ethnies telles que le sara-madjingaye, le ngabaye, l'arabe et le foubé. Ainsi, les langues les plus parlées sont : Sara-kaba, Sara- madjingaye, l'arabe, ngambaye

La plus dominante ethnique est Sara-Kaba-Nah

Le canton Kyabé en dehors de la commune, compte actuellement 5025 habitants en majorité des jeunes et des femmes..

Données socio-démographiques

N°	Village du canton	Nombre de ménages	Population 2009	Population actuelle estimée	Superficie terroir village(km ²)	Occupation de l'espace agricole(km)	Surface coton (ha)	Infra-structure scolaire	Infra-structure sanitaire	Puits/forage	Aire d'abattage des animaux	Caisse d'épargne et de crédit	Infra-structure culturelles
1	Koumakoké	55	326	400	8 km ²	6km ²	14ha	RAS	RAS	2	RAS	RAS	RAS
2	Goubolo	19	91	113	5km ²	4km ²	RAS	RAS	RAS	1	RAS	RAS	RAS
3	Woulou	40	95	122	10km ²	8km ²	RAS	RAS	RAS	0	RAS	RAS	RAS
4	Kirounsou	86	389	468	10km ²	9km ²	RAS	RAS	RAS	1	RAS	RAS	RAS
5	Rahama	23	145	209	2km ²	5km ²	RAS	RAS	RAS	0	RAS	RAS	RAS
6	Kimanemono	53	250	284	3km ²	4km ²	RAS	RAS	RAS	0	RAS	RAS	RAS
7	Bendia	55	209	274	2km ²	4km ²	RAS	RAS	RAS	1	RAS	RAS	RAS
8	Bolobissi	40	80	92	1km ²	2km ²	RAS	RAS	RAS	0	RAS	RAS	RAS
9	Doh	97	377	436	15km ²	8km ²	RAS	RAS	RAS	0	RAS	RAS	RAS
10	Groui	72	803	823	3km ²	2km ²	45ka	RAS	RAS	3	RAS	RAS	RAS
11	Koma koh	66	322	395	15 km ²	11km ²	16ha			0	RAS	RAS	RAS
12	Balésseli	58	402	522	18 km ²	13km ²	8ha			0	RAS	RAS	RAS
13	Goulokobo	73	537	658	22 km ²	18km ²	10ha			0	RAS	RAS	RAS
14	Commune	4 705	27 482	29 812	100 km ²	46km ²	298ha			0	RAS	RAS	RAS
TOTAL		5 442	31 508	34 608	214 km²	138 km²	391 ha			21			

Source : ADC

Identification des acteurs de base.

Villages	Groupements et genre	Date de création	Promoteur	Nombre de membre	Textes de base	Domaine d'activités	Réalisation	ONG d'appui
Doh	GP Tombokam M/F	2007	Village	16	oui	Agriculture	RAS	R.A.S R.A.S
	GP Yedji M/F	2012	Village	12	oui	Agriculture	RAS	R.A.S R.A.S
Bendja	GP féminin	2011	Village	14	Oui	Agriculture	RAS	R.A.S R.A.S
Koumakoki	GP masculin	1019	Village	10	Oui	Agriculture	RAS	R.A.S
	GP féminin	2008	Village	18	Oui		RAS	
kiroungou	GP masculin	2012	Village	18	Oui	Agriculture	RAS	R.A.S
	GP M Djitamdjouane	1998	Village	07	Oui		RAS	
Commune	GP M Djitamdjouane		Guébalé	19	Oui	Agriculture	Achat d'un terrain Achat d'un porte tout	PMR
TOTAL	8	1995		95				

Source : PAILDMC

ACTIVITES ECONOMIQUES

Dans le Canton Kyabé, l'économie est basée essentiellement sur, l'agriculture, l'élevage ; la pêche et le commerce. La majorité de la population pratique l'agriculture pour se nourrir mais par contre d'autre ne font rien que le commerce pour palier à leurs besoins.

I.3.1 Agriculture

Cette activité renferme les cultures principales qui sont :

Le sorgo, le pénicilaire, l'arachide, le coton. A celle-ci s'ajoutent les cultures secondaire suivantes : le maïs, le haricot, le riz, le manioc etc.

Quelques rare personnes qui pratiquent la culture maraîchère tout au tour du barh keita. Avant, avec la fertilité du sol, le rendement de ces cultures est positif, tandis que de nos jours avec la dégradation du sol, on assiste à un faible rendement. Alors pour remédier à tous ces problèmes, il faut restaurer le sol, former les agriculteurs en technique de culture, les doter des matériels agricoles.

I.3.2. Elevage

Au temps jadis, dans le canton Kyabé, on n'élevait que les chevaux, les chèvres, les ânes, les chiens, les chats.

Mais de nos jours, nous observons qu'il se pratique également l'élevage des bœufs d'attelage, des moutons, des canards, des pintades, des pigeons entre autres.

D'une manière générale, l'élevage joue un rôle important sur le plan économique après l'agriculture.

I.3.3. La pêche

La pêche se fait d'une manière collective dans le canton et la plus part des matériels utilisés ne sont pas réglementé et cela pose d'énormes problèmes.

Les poissons les plus capturés sont :

- Monokadjé (capitaine) ;
- Guessé (sillure) ;
- Wognon (sardine) ;
- Ngouya (carpe) ;
- Gaga
- Ngôh

I.3.4. Artisanat

La pratique de cette activité dans la localité se fait toujours d'une façon traditionnelle à cause de non organisation des artisans pour avoir accès à des formations et des matériels modernes pouvant les permettre de le perfectionner.

Pour résoudre tous ces problèmes, les artisans doivent d'abord s'organiser entre eux afin de demander un renforcement de capacité en formation et chercher à avoir aussi des matériels plus sophistiqués.

I.3.4. Le commerce

Le commerce est surtout trop développé dans le chef lieu du canton. Cependant, dans les villages les activités ne sont pas développées. De ce fait, la population rurale se voit obliger de s'approvisionner à Kyabé.

Résultats de l'étude du milieu

Nombre de ménage _____	540
Nombre total de population _____	5025
Superficie terroir du village _____	59km ²
Occupation de l'espace agricole _____	52km ²
Surface coton année dernière _____	79ha
Infrastructure sanitaire _____	RAS
Puits / forages _____	08
Air d'abattage des animaux _____	RAS
Caisse d'épargne et de crédit _____	RAS
Infrastructure culturelle _____	RAS
Surface coton cette année _____	129ha
Ristourne année dernière _____	354832F
Ristourne de cette année _____	328806F
Nombre total de groupements confondus ____	07
Nombre total de groupements masculins ____	03
Nombre total de groupements féminins ____	02
Nombre total de groupements mixtes ____	02
Nombre total de groupements avec statuts ____	07
Nombre total de groupements sans statuts ____	0

II. RESULTATS DU DIAGNOSTIC PARTICIPATIF

Le diagnostic participatif comme nous l'avons déjà souligné a traité des différents domaines tels que :

- Agriculture-élevage-pêche ;
- Environnement-gestion des ressources naturelles et tourisme;
- Education-jeunesse et sports ;
- économie ;
- Santé-assainissement
- Affaires sociales et genre
- Bonne gouvernance-sécurité-paix

L'analyse a porté sur la situation actuelle ou les problèmes actuels, les causes de ces problèmes, leurs conséquences, les potentialités existantes, les contraintes et la situation souhaitée ou objectifs à moyen terme.

Les commissions thématiques ont été créées à cet effet. Les séances d'animation ont été accompagnées des échanges et des débats publics avec les participants. Elles ont été centrées sur les opportunités qu'offre le processus de décentralisation au Tchad en cours comme cadre institutionnel idéale favorable à la gestion rationnelle des ressources locales et donc de développement local.

La participation a été multi acteurs (représentants de l'administration et chefferie traditionnelle, services techniques déconcentrés de l'Etat, représentants des leaders paysans, des associations féminines et des jeunes, des commerçants,...), cela sous la conduite des animateurs locaux cantonaux formés à cet effet.

L'atelier de diagnostic participatif a réuni l'ensemble des acteurs et intervenants ci haut cités dans l'objectif d'harmoniser et de valoriser les résultats des diagnostics réalisés.

Les groupes thématiques constitués ont pu approfondir certains points requérant un degré de réflexion et de prise de décision. Les participants à ces assises ont diagnostiqué les maux qui minent le développement du canton et proposer en même temps des orientations stratégiques pouvant contribuer à sortir la circonscription de l'ornière de la pauvreté.

Un atelier cantonal de validation interne des résultats du diagnostic participatif a permis aux auteurs du PDL de vérifier l'authenticité des informations ns des communautés locales et l'adéquation leurs aspirations en fonction des problèmes posés.

2.I Le domaine Agriculture - Elevage – Pêche

2.I.1 Résultats du diagnostic

Problème vécu	Localisation	Causes	Conséquence	Atouts	Solutions
1. Insuffisance en équipement et matériels agricoles subventionnés (charrue, charrette, corps butteurs, porte tout, sarcler etc.)	canton	Insuffisance d'équipements du secteur ONDR en matériels agricoles subventionnés	Faible superficie cultivée	Disponibilité des plantes dans le champ	Développer les actions de plaidoyer et de demande en équipements subventionnés
2. Baisse de production et de productivité des cultures vivrières (céréales et légumineuses)	canton	Baisse de fertilité des sols	Baisse de rendements des cultures de production	Disponibilité en matières organiques Disponibilité en terre	Amender le sol (jachère) Mettre en place une pépinière d'acacia albida
3. Surpâturage ; tarissement des points d'eau pour l'abreuvement de bétails	canton	Nombre élevé des animaux dans le canton ; Absence des aires de pâturage et des couloirs de transhumance Tarisement précoce des points d'eau	Baisse de poids des animaux, mortalité des animaux Apparition des maladies (trypano vert,)	Disponibilité de bétails	Construire des puits pastoraux Délimiter les aires de pâturage
4. Insuffisance de semence de qualités améliorées	canton	Manque de moyens	Baisse de production Faible revenu	Disponibilité en semence améliorée	Développer les actions de plaidoyer et de demande en semence améliorée

<p>5. Indisponibilité des semences améliorées et des produits de traitements phytosanitaire appropriés en maraichage</p>	<p>canton</p>				<p>Développer les actions de plaidoyers et de demandes en semence améliorée et produits phytosanitaire appropriés en maraichage, matériels etc.</p> <p>Organiser les maraichers en groupement, union, association</p> <p>Formation.</p>
--	---------------	--	--	--	---

2.1.2 Les axes prioritaires de développement du domaine agriculture élevage et pêche

Problème	Le potentiel existant	Orientations prioritaires	micro projets d'ici à 4 ans)
Baisse de production et de productivité des cultures vivrières (céréales et légumineuses)	Disponibilité des plantes dans les champs Nombre important des producteurs et leur organisation dans le canton ONDR, ONG, Coton Tchad Disponibilité en main-d'œuvre Présence des coopec et parcec	Augmenter la production et la productivité des cultures vivrières pour assurer la sécurité alimentaire	Appui au renforcement des capacités techniques des producteurs et leur organisation Appui à l'approvisionnement des producteurs et leur organisation en intrants agricoles Mise en place de pépinières d'Accacia albida
Insuffisance en équipements et matériels agricoles subventionnés (charrue, charrette, corps butteur, porte tout, sarcler etc.	Disponibilité en matière organique Disponibilité en terre	Augmenter la production et la productivité des cultures vivrières pour assurer la sécurité alimentaire	Appui à la mise à la disposition des producteurs et leur organisation des équipements agricoles subventionnés Appui à l'organisation des foires agricoles (4 foires par an)
Surpâturage et tarissement des points d'eau pour l'abreuvement des bétails	Disponibilité de l'alimentation du bétail Disponibilité des tourteaux de coton	Créer les points d'eau d'abreuvement du bétail et limiter le surpâturage	Appui à la construction des puits pastoraux (5 puits) Appui à la délimitation et aux tracés des couloirs des aires de pâturage Appui à la création et à la redynamisation des GDS Appui à l'élevage des petits ruminants et la volaille Appui à l'implantation d'une couveuse (une seule) pour les poussins du premier jour Appui à l'implantation des magasins de vente des provendes de matériels agricoles
Conflits récurrents entre agriculteur et éleveur	Participation des deux groupes dans les réunions	Promouvoir la concertation sur la	Appui à l'établissement et la convention collective de gestion du terroir

	Les échanges existants	gestion de l'espace assurant la cohabitation pacifique entre agriculteur et éleveur	Appui au renforcement des acteurs locaux sur la gestion du terroir Appui à l'organisation des visites d'échanges sur la gestion du terroir (4 visites) Organisation d'un forum sur le développement et la paix
Insuffisance de semences améliorées	Disponibilité des semences dans certaines institutions (ONG, PNSA)	Promouvoir la multiplication des semences améliorées	Développement des actions de plaidoyer et de demande en semence améliorée
Indisponibilité de semences améliorées et des produits de traitements phytosanitaires appropriés en maraichage			Développement des actions de plaidoyer et de demande en semence améliorée, matériels et produits phytosanitaires en maraichage Organisation des maraichers en groupement, union et association Formation

2.2 Le domaine Environnement - Gestion des Ressources Naturelles - Tourisme

2.2.1 Résultats du diagnostic

Problème vécu	Localisation	Causes	Conséquence	Atouts	Solutions
1. vente de petits poissons sur le marché	canton	Tarissement des cours d'eau Utilisation des matériels de pêche non autorisés	Sous-alimentation Appauvrissement des eaux	Sensibiliser et informer la population	Mettre en défens les cours d'eau Interdire des filets à mailles prohibées
2. disparition de certaines espèces fauniques	canton	Déforestation Pression démographique Nombre élevé de bétails Feu de brousse	Appauvrissement de la faune	Disponibilité de l'espace	Reboiser Mettre en défens les forêts Créer des couloirs de transhumance
3. . appauvrissement des sols	canton	Eléments fertilisants	Baisse de production agricole	Disponibilité des matières organiques Technique de jachère	Amender les sols Sensibiliser la population
4. disparition de certaines espèces végétales	canton	Coupe abusive des arbres Culture sur brûlis	Absence de couverture de sols et insuffisance des matériaux	Sensibiliser et informer la population	Mettre en défens les forets Promouvoir les cultures intensives

2.2.2 Les axes prioritaires de développement de l'environnement

Problème	Le potentiel existant	Orientations prioritaires	micro projets d'ici à 4 ans)
Vente de petits poissons sur le marché	Présence de service de pêche Existence de la loi n°14 Existence de cinq marres permanentes et le barh-keita	Développer les actions structurantes de pêche pour assurer la sécurité alimentaire de la population	Mise en défens des plans d'eau avec alimentation Etablissement et gestion des conventions collectives
Disparition de certaines espèces fauniques	Disponibilité de l'espace	Délimiter et créer	Création des parcs
Appauvrissement des sols	Disponibilité des matières organiques ONDR et ONG	Restaurer la fertilité du sol	Appui à l'aménagement des sols (diguette, haie vive.....)
Disparition de certaines espèces végétales	ONDR ONG Service de protection des végétaux Sensibilisation de la population	Réinstaurer et protéger les espèces végétales (Bouta, Kobo, Guila, Moi, Gombo, Kasse)	Appui à la mise en défens Appui à la production des plants Appui à la vulgarisation et à la gestion de la loi I4

2.3 Le domaine Santé – Assainissement

2.3.1 Résultats du diagnostic

Problème vécu	Localisation	Causes	Conséquence	Atouts	Solutions
1. Malnutrition infantile (0 à 5 ans)	canton	Alimentation très pauvre en calorie et vitamine	Amaigrissement, baisse de poids suivis de mortalité	Centre de conseil pour l'alimentation enrichie (district sanitaire paysan de sensibilisation)	Créer et mettre à la disposition des centres de proximité des conseils et des recettes Sensibiliser et former les femmes sur la nutrition des enfants Prise en charge des enfants malnutries
2. mortalités élevées des femmes en grossesse (15 à 30 ans)	canton	Proportion élevée des femmes non vaccinées, mal nourries et consomment de l'eau pas propre	Nombre élevé des cas de mortalité chez les femmes en grossesse	District sanitaire Programme de sensibilisation	Sensibiliser de façon approximative la population en langue locale
3. persistance des cas de diarrhées dans les ménages	canton	Manque d'hygiène dans le cadre de vie en consommation en eau de puits ouverts	Nombre élevé des malades de diarrhée et personnes n'ayant la force de travail	Programme de sensibilisation par l'Unicef	Sensibiliser aux notions d'hygiène et assainissement Construire des latrines

2.3.2 Les axes prioritaires de développement du domaine de santé / assainissement

Problème	Le potentiel existant	Orientations prioritaires	micro projets d'ici à 4 ans)
Malnutrition infantile (enfants de 0 à 5 ans)	Centre de conseil pour l'alimentation enrichie (district sanitaire, Unicef) Existence des recettes	Réduire considérablement la proportion des enfants malnutris à travers les actions concrètes	Appui à la sensibilisation de proximité sur la technique de l'alimentation enrichie en langue locale Sensibilisation et formation des femmes sur la nutrition des enfants La prise en charge des enfants malnutries
Mortalité élevée des femmes en grossesse (15 à 30 ans)	District sanitaire Programme de sensibilisation	Augmenter la fréquentation des femmes en grossesse dans le district pour réduire la mortalité	Appui à l'organisation et la sensibilisation de proximité pour la fréquentation (en langue locale) aussi à travers les émissions radio
Persistance des cas de diarrhée dans les ménages	Programme de sensibilisation par l'Unicef Existence du district sanitaire du village le plus éloigné (15km)	Réduire l'intensité des cas de diarrhées à travers les notions d'hygiène, d'assainissement et des soins appropriés	Appui aux campagnes de sensibilisation sur la construction des latrines, sur les notions d'hygiène et d'assainissement Appui à la construction des forages (20)

2.4. Le domaine Economie

2.4.1 Résultats du diagnostic

Problème vécu	Localisation	Causes	Conséquence	Atouts	Solutions
1. Faible prix de vente des produits agricole (arachide, sorgho, maïs sésame, haricot etc.)	canton	Perte de qualité Marché non organisé Présence des intermédiaires	Faible revenu Mévente des produits Incapacité de s'approvisionner en produits de première nécessité	Présence des sociétés (ONDR, ONG, Usine Coton Tchad, Coopec et Parcec	Construire des magasins de stockage Renforcer les comités de gestion en outils de gestion Faire un contrôle de qualité des produits
2. insuffisance des unités de transformation des produits agricoles et locaux (arachide, karité et manioc)	canton	Faible capacité de mobilisation Manque d'associations émergentes Limitation en techniques de transformation	Idem au précédent	Idem au précédent	Créer des structures émergentes (union, Coopérative) Renforcer les capacités de structures émergentes Implanter les unités de transformation

<p>3. manque d'initiatives économiques collectivement rentables (Coopératives de producteurs)</p>	<p>canton</p>	<p>Mentalité d'individualisme</p> <p>Manque de connaissance de l'importance de ces structures</p>	<p>Difficulté de prise en charge des ménages</p>	<p>Existence de 5 GDS et 35 groupements des producteurs</p>	<p>Créer les structures coopératives fonctionnelles</p> <p>Créer un partenariat entre ces structures et ONG</p> <p>Organiser les producteurs en coopérative de production en spéculation trop recherchée à l'extérieur</p> <p>Faire un plaidoyer auprès de l'Etat pour la recherche des débouchés (ouverture des marchés).</p>
---	---------------	---	--	---	--

2.4.2 Les axes prioritaires de développement

Problème	Le potentiel existant	Orientations prioritaires	micro projets d'ici à 4 ans)
Faible prix de vente des produits agricoles (sésame, arachide, sorgho, maïs, haricot etc.)	Présence de l'ONDR, ONG, Usine Coton Tchad, Coopec et Parcec Abondance en terre cultivable Main-d'œuvre agricole Bonne pluviométrie	Promouvoir le développement socioéconomique de la population à travers la professionnalisation des produits agricoles	Construction des quatre magasins de stockages des produits agricoles Renforcement des capacités en inter médiation et négociation pour la commercialisation
Insuffisance des unités de transformation des produits agricoles et locaux (karité, manioc, arachide.....)	Présence ONDR, ONG, Usine Coton Tchad, Coopec et Parcec Grande production des produits agricoles et locaux	Créer et soutenir l'inter professionnalisation pour augmenter la valeur économique des produits agricoles	Appui à la création et la professionnalisation des structures émergentes (Union Coopérative) Appui à l'implantation des 10 unités de transformation
Manque d'initiative collective économiquement rentable (coopérative des producteurs)	Présence ONDR ONG Usine Coton Tchad Coopec et Parcec Existence de 5GDS, et 35 groupements d'intérêt économique 1010 BCA 43238 têtes	Susciter à l'émergence des structures économiquement viables	Appui aux structures de coopératives fonctionnelles Création des partenariats entre les structures coopératives fonctionnelles et les ONG de développement Organisation des producteurs en coopératives de production en spéculation trop recherchée à l'extérieur Appuie aux plaidoyers pour la recherche des débouchés

2.5. Le domaine Education – Culture – Jeunesse - Sport

2.5.1 Résultats du diagnostic

Problème vécu	Localisation	Causes	Conséquence	Atouts	Solutions
I. Abandon des cours par les élèves	canton	Mariage précoce Enseignants qualifiés insuffisants	Débauche Alcoolisme Vagabondage sexuel Vol à main armée	Population très jeune	Construire les bâtiments scolaires Forer les puits d'eau Créer et redynamiser l'APE Sensibiliser les parents pour le suivi d'encadrement de leurs enfants
2. Faible taux de réussite des élèves (primaire et secondaire)	canton	Manque de suivi d'encadrement Insuffisance des enseignants qualifiés Manque d'infrastructure	Pléthore des élèves en classe Abandon de cours	IDEN ONG parents Bon nombre d'élèves	Plaider pour la scolarisation et l'affectation des enseignants qualifiés Développer un mécanisme de suivi d'encadrement, doter les établissements de manuels scolaires et matériels didactiques Encourager les meilleurs élèves

<p>3. Désintéressement des cultures traditionnelles au profit de la culture étrangère</p>	<p>canton</p>	<p>Manque des structures socioculturelles</p> <p>Manque d'initiatives d'organisation des semaines culturelles</p>	<p>L'acculturation</p> <p>Manque de transmission à la génération des valeurs culturelles</p>	<p>Danse Mobile</p> <p>Lutte traditionnelle</p> <p>Jeu de tennis traditionnel</p>	<p>Créer des structures socioculturelles</p> <p>Organiser les semaines culturelles</p>
---	---------------	---	--	---	--

2.5.2 Les axes prioritaires de développement

Problème	Le potentiel existant	Orientations prioritaires	micro projets d'ici à 4 ans)
Abandon de l'école par les élèves	Population très jeune Bonne volonté des parents de payer les scolarités de leurs enfants	Favoriser à la mise en œuvre du programme national de l'éducation dans le canton	Appui à la construction des bâtiments scolaires (32 bâtiments primaires et secondaires) Appui à la mise sur pied des APE et les renforcer Appui aux actions favorisant les affectations des enseignants qualifiés Sensibilisation des parents pour le suivi d'encadrement.
Faible taux de réussite des élèves	Population très jeune Bonne volonté des parents de payer les scolarités	Favoriser à la mise en œuvre et le suivi du programme national d'éducation dans le canton	Appui à la création et construction des bibliothèques (10) Appui à l'organisation des journées bilans de l'éducation dans le canton Appui à initier les prix de l'excellence dans les écoles
Désintéressement des cultures traditionnelles au profit des cultures étrangères	Danse mbilé Lutte traditionnelle Jeu de tennis traditionnel	Assurer la revalorisation des cultures traditionnelles positives à travers les actions concrètes	Appui à l'organisation de la semaine culturelle Appui à l'établissement et à l'application des règlements pour les cabarets Appui à l'organisation des tournois sportifs Appui à la création des troupes théâtrales et les équiper Appui à la création et à la construction d'un centre d'internant Création des structures socioculturelles

2.6. Le domaine Affaires sociale - Genre

2.6.1 Résultats du diagnostic

Problème vécu	Localisation	Causes	Conséquence	Atouts	Solutions
1. Faible participation des femmes dans les concertations et gestion des choses publiques	canton	Faible taux de fréquentation des filles à l'école	Inégalité sociale Précarité économique des foyers	Prise de conscience des deux parties	Sensibiliser des parents et ménager l'importance de l'école et aussi la concertation participative
2. faible taux de la scolarisation des enfants	canton	Ignorance des parents pauvreté	Exode rural délinquance	Volonté des parents les enfants à l'école	Sensibiliser les parents sur le bien être de l'école
3. Manque de prise en charge des personnes vulnérables (Handicapé, Orphelin, Vieillards)	canton	Insuffisance d'action prenant réellement en compte les personnes vulnérables	Marginalisation des personnes vulnérables	Présence des personnes vulnérables Programme national prenant en compte ces personnes vulnérables	Faire le plaidoyer pour la prise en charge de ces personnes. Chercher les opportunités de financement Créer un centre de formation multi professionnelle Organiser les vulnérables en groupement union et association
4. Manque de local pour l'ADC	canton	Difficultés financières	Association naissante	Volonté de travailler ensemble	Construire un local

2.6.2 Les axes prioritaires de développement du domaine affaires sociales et genre

Problème	Le potentiel existant	Orientations prioritaires	micro projets d'ici à 4 ans)
Faible participation des femmes dans la concertation des choses publiques	Prise de conscience Plus des femmes que des hommes Volonté d'initiative des femmes	Promouvoir l'équité et l'égalité pour une société responsable favorisant le développement socio-économique	Appui à l'organisation des campagnes de sensibilisation sur les principes de la société responsable Renforcement des acteurs locaux sur les principes et l'égalité
Faible taux de la scolarisation des enfants	Volonté des parents d'envoyer les enfants à l'école Ménage ayant des revenus Capacité de mobilisation	Favoriser la mise en œuvre du programme national pour assurer la scolarisation des enfants	Appui à la construction des bâtiments scolaires équipés des forages Appui aux actions d'affectations des enseignants qualifiés Appui au suivi des programmes scolaires Sensibilisation des parents sur le bien être de l'école
Manque de prise en charge des personnes vulnérables (Handicapés, Orphelins, vieillards)	Présence des vulnérables Programmes nationaux prenant en compte ces personnes Existence d'une école braille (handicapé, visuel)	Concevoir et mettre en œuvre les actions intégrant les personnes vulnérables	Appui à la redynamisation de l'école braille Appui à la création des centres de métiers (menuiserie, maçonnerie.....) Appui à la création d'un centre de formation et d'intégration Organisation de vulnérables en groupement, union, association
Manque d'un local pour l'ADC	Volonté de travailler ensemble	Construire un local	Appui à la construction d'un local pour l'ADC

2.7. Le domaine Gouvernance – paix - sécurité

2.7.1 Résultats du diagnostic

Problème vécu	Localisation	Causes	Conséquence	Atouts	Solutions
Phénomène chronique des vols du bétail	canton	Manque de contrôle de passage de bétails transhumants	Diminution des capacités d'exploitation agricole (labour)	Gendarmes et armées dans le canton	S'entendre sur le contrôle régulier de passage Mettre en place un mécanisme d'information à l'échelle ascendante Faire de sensibilisation dans les carrés, villages et ferriques
Participation féminine très limitée dans la prise des décisions et de gestion	canton	Pesanteur socioculturelle	Inégalité sociale Instabilité dans le foyer	Plus des femmes dans le village	Intégrer la femme dans la gouvernance locale Sensibiliser et former la population Impliquer la femme rurale dans la semaine nationale de la femme tchadienne
Perpétuel cas d'attaque sur le chemin entre les villages par les malfrats	canton	Insuffisance de patrouille des militaires dans le canton	Personnes attaquées, brutalisées et matériels arraché	Unité de gendarmerie présente	Mettre sur pieds un comité d'entente et de vigilance

2.7.2 Les axes prioritaires de développement

Problème	Le potentiel existant	Orientations prioritaires	micro projets d'ici à 4 ans)
Perpétuel cas d'attaque sur le chemin par les malfrats	Unité de gendarmerie présente	Unité de gendarmerie présente	Appui au renforcement des matériels des comités d'entente de veille et vigilance Sensibilisation dans les carrés villages et ferriques
Phénomène chronique de vol de bétail des producteurs	Gendarmerie et l'armée dans le canton Bonne cohabitation entre les agriculteurs et éleveurs	Contribuer à mettre sur pied les comités de veille et de vigilance dans les villages du canton	Appui à l'organisation des campagnes de sensibilisation contre les cas de vol Appui au renforcement matériel et équipement du comité de veille
Participation féminine très limitée dans la prise des décisions et de gestion	Plus des femmes dans les villages Les femmes ont de bonnes initiatives	Promouvoir une participation effective des femmes dans la gestion et prise de décision	Appui à l'organisation des campagnes de sensibilisation des femmes à la gestion et prise des décisions Appui au renforcement des capacités des acteurs locaux à la bonne gouvernance locale Implication de la femme rurale dans la semaine nationale de la femme tchadienne

III. SOMMAIRE DES GRANDS AXES DE DEVELOPPEMENT

AXES PRIORITAIRES DE DEVELOPPEMENT POUR 4 ANS

Domaine : Education, culture, jeunesse et sports

Ordre	Axes prioritaires de développement pendant 4 ans
01	Favoriser la mise en œuvre et le suivi du programme national de l'éducation dans le canton
02	Assurer la revalorisation des cultures traditionnelles positives à travers les actions concrètes

Domaine : Santé / assainissement

Ordre	Axes prioritaires de développement pendant 4 ans
01	Réduire considérablement la proportion des enfants mal nutris
02	Augmenter la fréquentation des femmes en grossesse dans les districts
03	Réduire l'intensité des cas de diarrhée à travers les notions d'hygiène et assainissement
04	Appui a la promotion de la santé maternelle et infantile
05	Appui aux campagnes de sensibilisation sur la construction des latrines et la prévention des risques liés au VIH/SIDA

Domaine : Economie

Ordre	Axes prioritaires de développement pendant 4 ans
01	Promouvoir le développement socio économique
02	Créer et soutenir l'inter professionnalisation pour augmenter la valeur économique des produits agricoles
03	Susciter à l'émergence des structures économiques viables

Domaine : Environnement

Ordre	Axes prioritaires de développement pendant 4 ans
01	Développer les actions structurantes de pêche pour assurer la sécurité alimentaire de la population
02	Délimiter et créer les aires de mise en défens
03	Restaurer la fertilité des sols
04	Réinstaurer le couvert végétal

Domaine : Agriculture / Elevage/Pêche

Ordre	Axes prioritaires de développement pendant 4 ans
01	Augmenter la production et la productivité des cultures vivrières pour la sécurité alimentaire
02	Créer les points d'abreuvement du bétail
03	Promouvoir la concertation sur la gestion de l'espace assurant la cohabitation pacifique des communautés
04	Promouvoir La multiplication des semences améliorées
05	Organisation d'un forum sur le développement et la paix

Domaine : Gouvernance

Ordre	Axes prioritaires de développement pendant 4 ans
01	Contribuer à mettre sur pied les comités de veille et de vigilance
02	Promouvoir la participation effective des femmes dans la gestion et prise de décision

Domaine : Affaires sociales et Genre

Ordre	Axes prioritaires de développement pendant 4 ans
01	Promouvoir l'équité et l'égalité pour une société responsable favorisant le développement socio économique
02	Concevoir et mettre en œuvre les actions intégrant les personnes vulnérables
03	Construire un bureau pour l'ADC

IV. PROJETS DE DEVELOPPEMENT SUR LA DUREE DU PLAN

LISTE DES PROJETS RETENUS POUR QUATRE ANS

Domaine : AGRICULTURE/ELEVAGE/PECHE

Ordre	Tire du projet	Objectif à moyen terme	Localisation géographique	Promoteurs
01	Appui au renforcement des capacités techniques des producteurs et leurs organisations	Réduire la pénibilité des producteurs dans les champs et augmenter la production	Kyabé	ADC
02	Appui à l'approvisionnement des producteurs et leurs organisations en intrants agricoles, mise en place des pépinières d'Accacia albida	Augmenter le rendement des producteurs, Planter et protéger les arbres acacia -albida	Kyabé	ADC
03	Appui à la construction des puits pastoraux	Réduire la distance des points d'abreuvement et augmenter la capacité d'abreuvement des animaux	Kouma – Rahama Bolobissi	ADC
04	Appui à la création et à la redynamisation des GDS	Améliorer la santé et la production animale	Kouma - Rahama, Bolobissi, Goubolo, Benja	ADC
05	Appui à l'élevage des petits ruminants et la volaille	Professionnaliser la population en élevage et améliorer la qualité et la production animale	Gouroui Bendja Kouma- Rahama Kimanimono	ADC
06	Appui à l'établissement de la convention collective de gestion du terroir	Rendre possible une meilleure cohabitation entre agriculteurs /éleveurs, agriculteurs /agriculteurs et éleveurs /éleveurs	Tous les villages	ADC
07	Organisation d'un forum sur le développement et la paix	Rendre possible une meilleure cohabitation entre agriculteurs /éleveurs, agriculteurs /agriculteurs et éleveurs /éleveurs	Tous les villages et tous autres acteurs	ADC

Domaine : Santé et Assainissement

Ordre	Titre du projet	Objectif à moyen terme	Localisation géographique	promoteurs
01	Appui à la sensibilisation de proximité sur la technique de l'alimentation enrichie en langue locale	Réduire le taux des enfants malnutris et améliorer la nutrition des enfants	Kyabé	ADC
02	Sensibilisation et formation des femmes sur la nutrition de l'enfant	Conscientiser les femmes sur la nutrition infantile	Tous les villages	ADC
03	Appui à la promotion de la santé maternelle et infantile	Réduire le taux des enfants mal nutris	Kyabe	ADC
04	Appui aux campagnes de sensibilisation sur la construction des latrines et la prévention des risques liés au VIH/SIDA	Conscientiser la population	Kyabé	ADC
05	Appui aux campagnes de sensibilisation sur la construction des latrines	Conscientiser la population sur la notion d'hygiène et assainissement	Tous les villages	ADC
06	Appui à la construction des forages	Améliorer la qualité de l'eau	Tous les villages	ADC

Domaine : Education, culture jeunesse et sports

Ordre	Titre du projet	Objectif à moyen terme	Localisation géographique	Promoteurs
01	Appui à la construction des bâtiments scolaires primaires et secondaires	Réduire le taux d'analphabétisme et améliorer les structures d'accueils	Kyabé Gouroui Goubolo Kouma- Rahama Woulou	ADC
02	Appui à la mise sur pied des APE et les renforcer	Améliorer la qualité de gestion des écoles	Kyabé Gouroui Woulou Kouma- Rahama	ADC
03	Appui aux actions favorisant l'affectation des enseignants qualifiés	Lutter contre la baisse de niveau et améliorer la qualité de l'enseignement dans les écoles	Kyabé Gouroui Woulou Kouma- Rahama	ADC
04	Sensibilisation des parents pour le suivi d'encadrement	Augmenter le taux de réussite aux examens et concours	Kyabé Gouroui Woulou Kouma- Rahama	ADC
05	Appui à la création et la construction des bibliothèques	Améliorer le niveau d'étude des élèves	Kyabé	ADC
06	Appui à l'organisation des journées bilans de l'éducation dans le canton	Améliorer la qualité de travail en milieu scolaire	Kyabé Gouroui Woulou Kouma- Rahama	ADC
07	Appui à l'initiation des prix d'excellence dans les écoles	Encourager les élèves à améliorer leur niveau	Kyabé Gouroui Woulou Kouma- Rahama	ADC
08	Appui à l'organisation de la semaine culturelle	Contribuer au brassage des jeunes	Kyabé	ADC
	Appui à l'établissement et à	Réduire la consommation	Kyabé	ADC

09	l'application des règlements pour les cabarets	de l'alcool pendant les heures de travail		
I0	Appui à l'organisation des tournois sportifs	Epanouir la jeunesse	Kyabé	ADC
I1	Appui à la création des troupes théâtrales et leur équipement	Amener les élèves à s'épanouir dans le sport	Kyabé	ADC
I2	Appui à la construction d'un centre d'internat	Améliorer la qualité de l'éducation des élèves	Kyabé	ADC
I3	Création des structures socio culturelles	Améliorer la qualité de vie de la population et amener les gens à la socialisation de la vie	Kyabé	ADC

Domaine : ECONOMIE

Ordre	Titre du projet	Objectif à moyen terme	Localisation géographique	Promoteurs
01	Construction des magasins de stockage des produits agricoles	Limiter le gaspillage des produits agricoles	Tous les villages	ADC
02	Renforcement des capacités en intermédiation et négociation pour la commercialisation	Augmenter le revenu des producteurs	Kyabé	ADC
03	Appui à la création et la professionnalisation des structures émergentes (Union et Coopérative)	Maîtriser la commercialisation des produits locaux	Kyabé	ADC
04	Appui à l'implantation de 4 unités de transformation	Réduire les peines de la femme	Koumakoké Gouroui Bolobissi Doh	ADC

Domaine : Environnement et gestion des ressources naturelles

Ordre	Titre du projet	Objectif à moyen terme	Localisation géographique	Promoteurs
01	Mise en défens des plans d'eau avec alimentation et gestion des conventions collectives	Limiter l'exploitation des mares et augmenter la production des poissons	Gouroui Kimanimono	ADC
02	Création des forêts classées	Restaurer la faune et la flore	Gouroui Kimanimono	ADC
03	Appui à l'aménagement des sols (diguette, haie vive)	Augmenter le rendement agricole	Tout le canton	ADC
04	Appui à la mise en défens, Appui à la production des plants, Appui à la vulgarisation et à la gestion de la loi I4	Disposer des plants pour le reboisement	Groui Kimanimono	

Domaine : GOUVERNANCE /SECURITE /PAIX

Ordre	Titre du projet	Objectif à moyen terme	Localisation géographique	Promoteurs
01	Appui au renforcement des matériels des comités d'entente, veille et de vigilance	Garantir la sécurité de la population	Tous les villages	ADC
02	Sensibilisation dans les carrés, villages, ferricks	Sécuriser la population	Tous les villages	ADC
03	Appui à l'organisation des campagnes de sensibilisation contre le cas de vol	Préserver les biens des autres	Tous les villages	ADC
04	Appui au renforcement en matériels et équipements du comité de veille	Rendre efficace le comité de veille	Tous les villages	ADC
05	Appui à l'organisation des campagnes de sensibilisation des femmes à la gestion et prise des décisions	Impliquer les femmes dans la gestion des biens	Tous les villages	ADC
06	Appui au renforcement des capacités des acteurs locaux à la bonne gouvernance locale	Gouverner dans la transparence	Kyabé	ADC
07	Implication de la femme rurale dans l'organisation de la semaine nationale	Permettre aux femmes rurales d'être au même niveau que les autres	Tous les villages	ADC

Domaine : AFFAIRES SOCIALES ET GENRE

Ordre	Titre du projet	Objectif à moyen terme	Localisation géographique	Promoteurs
01	Appui à la création d'un centre de métier	Permettre la prise en charge des jeunes	Kyabé	ADC
02	Appui à l'organisation et à la formation des vulnérables	Favoriser la prise en charge des personnes vulnérables	Kyabé	ADC
04	Construction d'un local pour l'ADC	Rendre plus visible l'ADC	Kyabé	ADC

TABLEAUX DE PRIORISATION DES PROJETS

Domaine : AGRICULTURE / ELEVAGE / PECHE

Ordre	Tire du projet	Coût (Disponibilité financière)			Début probable (période)			
		Coût total	Part locale	Financement à rechercher	An I	An II	An III	An IV
01	Appui aux renforcements des capacités des producteurs en techniques et leur organisation	8 000 000	800 000	7 200 000	X			
02	Appui à l'approvisionnement des producteurs en intrants agricoles, et à la mise en place d'Accacia albida	32 000 000	3 200 000	28 800 000	X			
03	Appui à la construction de 5 puits pastoraux	15 000 000	1 500 000	13 500 000			x	
04	Appui à la création et à la redynamisation de GDS	10 000 000	1 000 000	9 000 000		x		
05	Appui à l'élevage des petits ruminants et la volaille	13 000 000	1 300 000	11 700 000	x			
06	Appui à l'implantation de 3 magasins communautaires	20 000 000	2 000 000	18 000 000				x
07	Appui à l'établissement de la convention collective de gestion de terroir	30 000 000	3 000 000	27 000 000				
	TOTAL	128 000 000	12 800 000	115 200 000				

Domaine : ECONOMIE

Ordre	Tire du projet	Coût (Disponibilité financière)			Début probable (période)			
		Coût total	Part locale	Financement à rechercher	An I	An II	An III	An IV
01	Construction de 4 magasins de stockage	48 000 000	4 800 000	10 800 000	X	X		
02	Appui à la création et la professionnalisation des structures émergentes	20 000 000	2 000 000	18 000 000		X		
03	Appui à l'implantation de 4 unités de transformation de karité et de céréales	40 000 000	4 000 000	36 000 000			X	
04	Renforcement des capacités en intermédiation et négociation pour la commercialisation de karité et de céréales	2 000 000	200 000	1 800 000				X
	TOTAL	110 000 000	11 000 000	99 000 000				

Domaine : SANTE/ASSAINISSEMENT

Ordre	Tire du projet	Coût (Disponibilité financière)			Début probable (période)			
		Coût total	Part locale	Financement à rechercher	An I	An II	An III	An IV
01	Appui à la sensibilisation de proximité sur la technique de l'alimentation enrichie en langue locale	8 000 000	800 000	7 200 000		X	X	
02	Sensibilisation et formation des femmes sur la nutrition des femmes	9 000 000	900 000	8 100 000	X			
03	Prise en charge des enfants malnutris	5 000 000	500 000	4 500 000	X			
04	Appui a la promotion de la santé maternelle et infantile	9 000 000	900 000	8 100 000		X	X	
05	Appui aux campagnes de sensibilisation sur la construction des latrines et la prévention des risques liés au VIH/SIDA	3 000 000	300 000	2 700 000			X	
06	Appui a la construction des forages	15 000 000	1 500 000	13 500 000			X	X
	TOTAL	49 000 000	4 900 000	44 100 000				

Domaine : ENVIRONNEMENT ET GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

Ordre	Tire du projet	Coût (Disponibilité financière)			Début probable (période)			
		Coût total	Part locale	Financement à rechercher	An I	An II	An III	An IV
01	Appui à la production des plants	14 000 000	1 400 000	12 600 000	X			
02	Mise en défens des mares et gestion des conventions collectives	13 000 000	1 300 000	11 700 000	X			
03	Appui à l'aménagement des sols (diguette, haie vive)	8 000 000	800 000	7 200 000		X		
04	Création des forêts classées	10 000 000	1 000 000	9 000 000			X	
	TOTAL	45 000 000	4 500 000	40 500 000				

Domaine : EDUCATION / CULTURE / JEUNESSE ET SPORTS

Ordre	Tire du projet	Coût (Disponibilité financière)			Début probable (période)			
		Coût total	Part locale	Financement à rechercher	An I	An II	An III	An IV
01	Appui a la construction de 5 bâtiments scolaires primaires et secondaires	150 000 000	15 000 000	135 000 000	X	X	X	X
02	Appui a la mise sur pied des ape et les renforcer	1 920 000	192 000	1 728 000	X			
03	Appui aux actions favorisant les affectations des enseignants qualifiés	1 300 000	130 000	1 170 000	X			
04	Sensibilisation des parents pour le suivi d'encadrement	1 000 000	100 000	900 000	X	X	X	
05	Appui a la création et construction de 2 bibliothèques	60 000 000	6 000 000	54 000 000	X	X	X	X
06	Appui a l'organisation des journées bilans de l'éducation	3 200 000	320 000	2 880 000	X			
07	Appui à initier les prix d'excellence	2 000 000	200 000	1 800 000				
08	Appui a l'organisation de la semaine culturelle	5 000 000	500 000	4 500 000	X			
09	Appui a l'établissement et a l'application des règlements de cabaret	3 500 000	350 000	3 150 000	X			
10	Appui a l'organisation des tournois sportifs	6 000 000	600 000	5 400 000	X			
11	Appui a la création et a la construction d'un centre d'internat	150 000 000	15 000 000	135 000 000	X	X		
12	Appui a la création d'une troupe théâtrale et l'équiper	3 000 000	300 000	2 700 000	X			
		386 920 000	38 692 000	348 228 000				

Domaine : GOUVERNANCE / SECURITE / PAIX

Ordre	Tire du projet	Coût (Disponibilité financière)			Début probable (période)			
		Cout total	Part locale	Financement à rechercher	An I	An II	An III	An IV
01	Appui en matériels au comité de veille et vigilance	10 000 000	1 000 000	9 000 000	X	X	X	
02	Sensibilisation dans les villages, carrés et ferricks	6 000 000	600 000	5 400 000	X	X		
03	Appui à l'organisation des campagnes de sensibilisation contre le vol	1 000 000	100 000	900 000	X	X	X	X
04	Appui à l'organisation des campagnes de sensibilisation des femmes à la gestion et prise de décision	5 000 000	500 000	4 500 000	X	X	X	
05	Appui aux renforcements des capacités des acteurs locaux à la bonne gouvernance locale	2 500 000	250 000	2 250 000	X			
06	Implication de la femme rurale dans l'organisation de la semaine nationale de la femme	7 500 000	750 000	6 750 000	X	X		
	TOTAL	32 000 000	3 200 000	28 800 000				

Domaine : AFFAIRES SOCIALES ET GENRE

Ordre	Tire du projet	Coût (Disponibilité financière)			Début probable (période)			
		Coût total	Part locale	Financement à rechercher	An I	An II	An III	An IV
01	Appui à la création d'un centre de formation pour le métier	50 000 000	5 000 000	45 000 000			X	X
02	Appui à la prise en charge des personnes vulnérables	20 000 000	2 000 000	18 000 000		X	X	
	TOTAL	70 000 000	7 000 000	63 000 000				

COÛT TOTAL DU PDL : 820 920 000 FCFA

PART LOCALE A MOBILISER : 82 092 000 FCFA

FINANCEMENT A RECHERCHER : 738 828 000 FCFA

PLAN D'ACTION DE LA PREMIERE ANNEE DU PDL DU CANTON KYABE

Domaine : AGRICULTURE/ ELEVAGE

ACTIVITES	Trimestre I	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	LOCALISATION	ACTEURS
Mise en place des pépinières d'Accacia albida	x				canton	ADC, ONDR

Domaine : SANTE /ASSAINISSEMENT

ACTIVITES	Trimestre I	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	LOCALISATION	ACTEURS
Appui aux campagnes de sensibilisation sur la construction des latrines				x	canton	ADC, ONG, Population

Domaine : EDUCATION /CULTURE/ JEUNESSE ET SPORT

ACTIVITES	Trimestre I	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	LOCALISATION	ACTEURS
Appui à la construction des bâtiments scolaires primaires et secondaires			x		Kyabé Gouroui Goubolo Kouma	ADC, APE, ONG

Domaine : AFFAIRES SOCIALES ET GENRE

ACTIVITES	Trimestre I	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	LOCALISATION	ACTEURS
Appui à la création d'un centre de formation et d'intégration des vulnérables			x		canton	ADC, ONG

Domaine : ECONOMIE

ACTIVITES	Trimestre I	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	LOCALISATION	ACTEURS
Construction de 4 magasins de stockage			X	X	Bendja Doh Bolbissi Goubolo	ADC

Domaine : ENVIRONNEMENT

ACTIVITES	Trimestre I	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	LOCALISATION	ACTEURS
Appui à la production des plants		x			Gouroui Kimani	ADC, ODV , Agent forestier
Mise en défens des mares alimentation et gestion des conventions collectives			x		Tabo Kimani	ADC, ODV , Agent forestier

Domaine : GOUVERNANCE/SECURITE/PAIX

ACTIVITES	Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	LOCALISATION	ACTEURS
Appui à l'organisation des campagnes de sensibilisation contre les cas de vol			x		canton	ADC, Autorités

V. MECANISME DE MISE EN ŒUVRE, DE PILOTAGE ET DE SUIVI-EVALUATION

Les projets issus de notre PDL seront pilotés par L'ADC organe suprême du canton, en partenariat avec les ODV et les porteurs des différents projets relatifs aux différents domaines. Les autres acteurs locaux interviendront aussi respectivement dans les domaines qui les concernent.

Le pilotage des projets sera assuré par des comités spécifiques spécialisés dans les domaines choisis. Ces comités seront assistés par le Bureau Exécutif de l'ADC

Le suivi et évaluation sera assuré par un comité cantonal multi représentatif et indépendant composé des autorités traditionnelles et administratives locales. Il s'agit notamment du Chef du canton, du Sous-préfet, les responsables des services déconcentrés de l'Etat, des représentants des membres de l'ADC et des ONG ou Associations prestataires de service au niveau du canton.

Les modalités de financement sont axées sur deux aspects fondamentaux :

- La mobilisation des ressources locales basée sur les cotisations en espèce ou en nature des membres, la main d'œuvre locale, l'intervention de la diaspora, les députés de la localité, etc.
- Et la recherche des financements auprès des bailleurs nationaux et/ou internationaux tout en contribuant localement d'au moins 10 pourcent du cout global par projet.

Conclusion

La population du canton Kyabé de 5025 habitants en dehors de la commune, est en majorité jeune avec un nombre important d'actifs.

L'agriculture étant un domaine prioritaire dudit canton, cependant, la non restitution des sols aussi que l'insuffisance des moyens se résultent en de faible rendement de production.

La coupe abusive des arbres, les feux de brousse tardifs ont entraîné la disparition de beaucoup d'espèce animale et végétale. La surexploitation de cours à pour conséquence la disparition des espèces de poissons.

La mauvaise gestion des ressources naturelles conduit la population dans la pratique de l'usure pendant les périodes de soudures. Le manque de structure scolaire adéquate à pour conséquence la baisse de niveau des élèves.

L'insuffisance des points d'eau potables ainsi que le manque de la pratique se l'hygiène sont les principales causes de la plupart des maladies dans le canton.

Par rapport à tous les problèmes énumérés d'une manière globale, des solutions ont été proposées sous forme de microprojet. Cependant, la réalisation de ces micros-projets sera de la responsabilité de l'ADC, des ONG, de la diaspora, les personnes de bonnes volontés ainsi que l'appui des bailleurs.

En définitive, c'est un document de référence dans lequel on trouve tous les problèmes qui freinent le développement du canton, les causes, les conséquences et les solutions.